

Tous mobilisés le 10 octobre !

**NON
À LA
CASSE**

DES SERVICES PUBLICS DU DROIT DU TRAVAIL DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Depuis son élection, Macron déroule son programme Ultra-libéral de casse de notre modèle social. Là où les gouvernements précédents agissaient par petits morceaux, Macron et sa majorité ont décidé de mettre en route le rouleau compresseur de la destruction sociale en s'attaquant frontalement au droit du travail, à la protection sociale, à la santé, à la retraite et au chômage, en témoigne la présentation du projet de loi de finances 2018.

Le gouvernement veut livrer les services publics et les agents à la concurrence, pour cela tout est mis en œuvre à travers : le démantèlement du statut, le gel du point d'indice, l'augmentation de la CSG, la mise en place des jours de carence, la remise en cause du déroulement de carrière, la privatisation des missions, la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires.

Après la loi EL KHOMRI, le gouvernement voudrait poursuivre : la casse du droit du travail avec la remise en cause du contrat de travail, du CDI et du temps de travail, l'inversion de la hiérarchie des normes, le plafonnement des indemnités prud'homales, le référendum dans toutes les entreprises, la fusion des instances représentatives du personnel.

Au travers de l'ensemble de ces attaques, aucun salarié du public, du privé, aucun retraité, aucun jeune, aucun privé d'emploi ne sera épargné.

En plus des attaques contre les droits et conditions de travail, s'ajoute une attaque contre la protection sociale, par le dynamitage du régime solidaire de la sécurité sociale et de l'assurance-chômage :

En transférant son financement par cotisations (salariales et patronales) vers l'impôt avec l'augmentation de la CSG.

En voulant s'attaquer au système de retraite par répartition sur le principe de solidarité intergénérationnelle.

En réformant le droit à l'assurance-chômage remettant également en cause la gestion tripartite de l'Unedic.

Pour en finir avec ces politiques au service de la seule finance, pour la défense et la conquête de droits nouveaux, pour le progrès social la CGT revendique :

- L'augmentation des salaires, des pensions, des minima sociaux,
- le SMIC à 1 800 €,
- passage aux 32 h avec maintien de salaire,
- l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes,
- la retraite à 60 ans à taux plein et la reconnaissance de la pénibilité,
- une politique industrielle créatrice d'emplois, répondant aux besoins de la population,
- une Protection Sociale solidaire de haut niveau,
- le maintien et le développement des Services Publics au plus près des usagers,
- la fin des exonérations de cotisations sociales, de la fraude et de l'évasion fiscale,
- l'abrogation de la Loi Travail, Macron, Rebsamen, Santé, NOTRe et toutes les lois régressives...

EN GREVE, EN MANIFESTATION

MARDI 10 OCTOBRE 2017

10H30 - Place de la République - ARLES